

## Le piège présidentiel et la rage politique

PAR JOSEPH CONFAVREUX  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 11 AVRIL 2022



Emmanuel Macron et Marine Le Pen. © Photo Nicolas Tucac / AFP

Le piège du scrutin présidentiel s'est refermé sur les fidèles aux idées de gauche. Avant de tenter de retrouver son sang-froid pour réfléchir au second tour, il est permis d'exprimer sa rage face à la stratégie électorale d'Emmanuel Macron et de ses adversaires de gauche, tant l'issue de cette campagne dessine une catastrophe politique.

Tous. Tous les pièges tendus pour cette élection présidentielle ont fonctionné alors même qu'ils étaient repérés depuis le départ et exprimés depuis des mois: la qualification du prétendu «camp de la raison» et de l'escroquerie du «en même temps», la pseudo-dédiabolisation de Marine Le Pen catalysée par la candidature Zemmour, les divisions des gauches dont l'ensemble des responsables sont comptables, l'abstention la plus forte de la V<sup>e</sup> République à un premier tour de scrutin présidentiel à l'exception de 2002...

Face au résultat du scrutin de ce dimanche 10 avril, le sentiment dominant chez celles et ceux qui se reconnaissent encore dans ce qu'on pourrait encore appeler la gauche, ou partagent sincèrement et simplement le minimum syndical qu'est censée être notre devise républicaine - Liberté, Égalité, Fraternité -, ne peut alors guère être que la rage.

Le poète et cinéaste Pier Paolo Pasolini (1922-1975) avait donné ce titre, *La rage*, au poème filmique qu'il écrivit, il y a tout juste soixante ans, et qui débutait

par cette interrogation: «*Pourquoi notre vie est-elle dominée par le mécontentement, l'angoisse, la peur de la guerre, la guerre?*»



Emmanuel Macron et Marine Le Pen. © Photo Nicolas Tucac / AFP

La question non seulement demeure pendante, mais prend une dimension inédite, tant il est légitime de penser que ce second tour, identique dans la forme à ce qu'il était à 2017, est encore plus inquiétant dans le fond qu'il ne l'était alors. Ce résultat a en effet toutes les raisons d'être synonyme d'un futur fait de guerre identitaire ou de guerre sociale, sur fond d'effondrement écologique en radicalisant à chaque instant les termes.

Même en refusant fermement de mettre le moindre signe d'égalité entre l'héritière du fascisme français et le poulain du capitalisme mondialisé, on voit mal comment le bilan de ce scrutin pourrait susciter autre chose que de l'effroi, ni le prochain quinquennat promettre autre chose que du sang et des larmes.

Marine Le Pen a capitalisé sur les colères attisées par le quinquennat Macron et le président sortant se retrouve sans dynamique politique ni solide réserve de voix pour affronter sereinement la candidate d'extrême droite dans quinze jours. L'apprenti sorcier aura du mal à convaincre les électeurs et les électrices **d'éteindre les braises de l'extrême droite sur lesquelles il a soufflé**. Le «triangulateur» à succès de 2017 aura du mal à persuader les électeurs et électrices de gauche de voter pour lui quand il ne fait que s'attirer des quolibets en reprenant le slogan du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) **lors de son meeting à La Défense**. Et même si son arrogance, sa politique assumée de «président des riches» et les reniements de ses engagements de 2017, lorsque, à peine élu, il avait reconnu qu'il ne disposait pas d'un «*blanc-seing*» et qu'il respecterait les Françaises et

les Français qui avaient voté pour lui «*simplement pour défendre la République face à l'extrémisme*» ne l'empêchent pas d'obtenir un second mandat, il n'y aurait pas de quoi se réjouir.

Il peut certes toujours paraître facile et/ou dangereux de jouer les Cassandre, mais que peut-on imaginer d'autre que l'accroissement des déflagrations sociales et/ou identitaires, à part – ce qui serait peut-être pire – une atonie politique et sociale renforcée, liée à une répression policière sans cesse accrue et un contrôle social catalysé par les moyens numériques mis en œuvre à l'occasion de l'épidémie de coronavirus, et facilité par nos auto-aliénations digitales en forme de «technococons», pour reprendre le néologisme de l'écrivain Alain Damasio, auteur d'un texte intitulé «*Immunité partout, Humanité nulle part*» dans le dernier numéro de la *Revue du Crieur*?

Marine Le Pen accédant à la magistrature suprême, ce ne serait pas seulement une déflagration morale, mais aussi la promesse d'une guerre identitaire. Derrière la façade, c'est bien **un programme d'extrême droite qu'elle mettrait en œuvre**, xénophobe, hostile aux plus fragiles, menaçant pour les institutions démocratiques et faisant peser un danger existentiel sur de larges pans de la société civile.

Même si la présidente du Rassemblement national n'a eu de cesse de peaufiner sa stratégie de «dédiabolisation», allant jusqu'à affirmer «*je n'entends pas m'attaquer à l'islam, qui est une religion comme une autre*», bien aidée en cela par la majorité présidentielle et le ministre de l'intérieur Gérard Darmanin la trouvant alors «*un peu molle*», elle

reste l'héritière assumée d'un parti raciste, et l'*alter ego* français des partis d'extrême droite qu'elle côtoie au Parlement européen.



Affiche déchirée de Marine Le Pen près d'un bureau de vote à Paris, le 10 avril 2022. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Elle appartient de plain-pied à un ensemble gagnant en puissance, dont le nationalisme étroit demeure la colonne vertébrale, et dont les comportements du Fidesz d'Orbán contre les migrants, du BJP de Modi contre les musulmans, du PiS de Kaczyński contre les LGTB+ rappellent l'essence fondamentalement violente. Et dont la trajectoire d'un Poutine, **avec lequel elle s'est compromise**, souligne les radicalisations possibles.

Emmanuel Macron cinq ans de plus à l'Élysée, en dépit de ses fraîches tentatives de n'être pas entièrement assimilé à la droite républicaine envers laquelle il a multiplié **les emprunts et les baisers de la mort**, demeure la promesse d'une guerre sociale toujours plus violente. Il faut se trouver dans une situation économiquement et socialement privilégiée **pour ne pas entendre celles et ceux qui disaient voilà quelques jours**, en appelant à voter Mélenchon: «*Nous, la fraction la plus fragile de la société, nous n'avons pas le luxe de subir un deuxième mandat Macron.*»

Emmanuel Macron n'est pas le libéral qu'il a prétendu être. Ou plutôt il est l'un des représentants de la captation de cette tradition libérale, complexe et autrefois émancipatrice, par le néolibéralisme, dont le tournant brutal ne cesse de s'étendre d'un continent à l'autre.

En matière de casse sociale, Emmanuel Macron a mis ses pas dans le quinquennat Hollande. En matière de désignation de boucs émissaires, il n'a fait que prolonger le quinquennat Sarkozy. Mais les mains arrachées et les éborgnés de différentes manifestations

ayant émaillé son mandat constituent la marque de ce nouveau régime politique dont trois traits constitutifs sautent désormais au visage.

Le premier est le mouvement de tenaille qui durcit la main droite et répressive de l'État au fur et à mesure que la main gauche se retire: on «réforme» l'assurance-chômage et, en même temps, on mutile les «gilets jaunes»; on supprime des milliers de lits à l'hôpital et, en même temps, on réprime les manifestations de soignants; on accroît les inégalités jusqu'au vertige et, en même temps, on «conditionne» les prestations sociales.

Le second, pour reprendre les mots du philosophe Grégoire Chamayou qui avait fait la genèse de ce «libéralisme autoritaire» dans son ouvrage *La Société ingouvernable*, est que le néolibéralisme est moins une grande idéologie qu'une technologie politique décidée à discipliner les citoyens «non pas tant par la répression de leurs grands désirs que par la réorientation de leurs plus petits choix», afin d'éluder «la grande question du choix de société» pour la dissoudre «dans les minuscules questions d'une société de choix». D'où le vernis «raisonnable» et «technocratique» qui entoure la candidature Macron et lui fait office de viatique présidentiel.



Meeting d'Emmanuel Macron à Nanterre, le 2 avril 2022. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Le troisième est que, contrairement à ce que suggère encore l'équation longtemps posée entre libéralisme et «laisser-faire», le néolibéralisme propose une nouvelle organisation du monde dans lequel l'État a toute sa place à jouer, à condition d'être transformé dans son fonctionnement et réorienté dans ses intentions.

Ainsi que le note l'historien canadien **Quinn Slobodian**, dans un livre traduit ces jours-ci au Seuil et intitulé *Les Globalistes. Une histoire intellectuelle du néolibéralisme*, les artisans de la mise en œuvre

du néolibéralisme voient dans les «États et les institutions internationales de possibles instruments pour protéger les marchés contre les effets de la souveraineté nationale, les changements politiques et les turbulences des revendications démocratiques».

L'État du monde néolibéral n'est ni l'État-providence ni l'État réduit à ses fonctions régaliennes et répressives. Il est un domaine poreux et composite destiné à légitimer le pouvoir du capital et à continuer de le faire fructifier, **comme l'affaire McKinsey** qui cerne Emmanuel Macron et en est le dernier symptôme en date. Même si ce recours aux cabinets privés n'est pas, ainsi que l'actuel président s'en est défendu, propre à son quinquennat, et qu'il suffit de lire **le dernier livre du prix Goncourt Nicolas Mathieu** pour saisir comment ce métier de consultant qui «consiste quand même à ranger des pièces vides» a infusé à tous les échelons des organisations publiques, il est emblématique d'un moment où la ligne de clivage politique principale ne se situe plus entre étatistes et libéraux, mais entre néolibéralisme et altermondialisme, selon des termes radicalisés, **par rapport à 2001**, par l'urgence climatique.

La publication, lundi 4 avril, du **sixième rapport du Giec** laisse à ce sujet un goût amer, comme s'il n'était plus qu'un exercice rituel tout aussi inquiétant qu'incapable de faire renoncer nos sociétés aux énergies intenable, à enclencher le débat de fond sur le changement de nos modes de vie et à définir les contours d'une inévitable sobriété.

La vérité actuelle de ce que sont devenus l'alerte écologique, le discours de la catastrophe, l'angoisse climatique ou la solastalgie est apparue, à l'instar du petit Jésus, un soir du 24 décembre, avec la diffusion par Netflix du film *Don't look up*: à savoir une tragicomédie dont il ne reste plus qu'à rire (jaune) pour ne pas désespérer.

Il faut en effet bien dresser ce constat difficile: si le Covid, grande répétition de la catastrophe climatique, qu'il s'agisse d'un virus échappé d'un laboratoire ou d'une mutation en milieu naturel effectuée sous la prédation de l'urbanisation, n'a pas réussi à faire

détailler le cours des choses, la catastrophe climatique planétaire est inévitable sauf rupture politique aussi massive que radicale.

Bruno Latour

Pour l'exprimer comme le philosophe Bruno Latour dans son dernier ouvrage, *Mémo sur la classe écologique* (La Découverte): «Aujourd'hui, la certitude de la catastrophe semble plutôt paralyser l'action» alors que «les alertes sonnent depuis quarante ans; depuis vingt ans, elles vrillent les oreilles de tout le monde; et depuis la dernière décennie – particulièrement pendant la dernière année – la menace est gravée au fer rouge dans l'expérience de centaines de millions de gens.»

Ce fond matériel et climatique de nos expériences et existences politiques alourdit considérablement le résultat du scrutin de dimanche 10 avril. Bien sûr, le vote ne constitue pas l'alpha et l'oméga de la politique et ce scrutin présidentiel n'est pas la fin d'un processus électoral qui durera jusqu'aux législatives de juin. Bien sûr, les élections sont à maints égards devenues **un rituel vidé de son sens**, voire la façade de démocraties représentatives qui ne représentent plus le peuple qui les habite, et cela n'est pas si neuf puisque, dès 1893, Émile Zola pouvait professer sa détestation de la politique électoraliste «pour le tapage vide dont elle nous assourdit, et pour les petits hommes qu'elle nous impose» comme **le rappelait aujourd'hui le site RétroNews**.



Affiche déchirée d'Emmanuel Macron près d'un bureau de vote à Paris, le 10 avril 2022. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Bien sûr aussi, il faut entendre les voix de toutes celles et ceux qui ont refusé ou négligé d'aller voter ce dimanche, même si elles ne se sont pas exprimées dans les urnes, car cette désaffection du scrutin, alors que les enjeux de l'élection ont rarement été aussi intenses, constitue en soi un nouveau séisme

politique. Cependant, même pour celles et ceux qui n'ont jamais fait du vote le moment le plus intense de notre condition politique, ce scrutin a un goût particulièrement amer.

D'abord en raison d'un contexte international qui oblige à se souvenir que la personne qui dirige la France, pays doté d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU et d'une force de dissuasion nucléaire, possède une puissance diplomatique et internationale non négligeable.

Ensuite, parce qu'ainsi que nous l'écrivions **dans un article récent consacré au «dilemme du vote utile» à gauche**, l'atonie actuelle du mouvement social est aussi réelle que les limites du vote. À côté d'échecs patents, à l'instar de la marche «contre le fascisme» du 12 juin dernier **ou de celle du dimanche précédant l'élection**, les mobilisations réussies ne se traduisent guère par des politiques publiques pesant sur la vie des gens.

Et si le nombre d'alternatives territoriales, d'engagements solidaires, de modes de vie en rupture sont des signes que la politique se déploie de manière intense et novatrice ailleurs que dans les isolements, ces espaces ne paraissent guère en mesure de constituer un contre-système ou alors sont brisés par l'autorité détentrice de moyens contraignants, comme ce fut le cas à Notre-Dame-des-Landes.

On peut ainsi difficilement se contenter de miser sur les expériences et expérimentations qui constituent pourtant des socles sur lesquels fonder un monde de demain qui ne serait pas celui d'hier en pire. On peut certes abonder aux **termes récents** de l'anthropologue Philippe Descola et juger que «c'est la diffusion de ces initiatives, qui rendra possibles des transformations profondes de notre société. Le XXI<sup>e</sup> siècle va être un moment de reconfiguration des rapports entre humains et non-humains, et de profond changement pour l'État-nation tel que nous le connaissons. Comme en Italie à la fin du Moyen Âge, on pourrait avoir des combinaisons explosives et conflictuelles avec des communes aristocratiques, d'autres démocratiques, des territoires gérés par des multinationales...».

Mais peut-on vraiment croire à ce modèle de diffusion d'une autre politique et à cette relégation de l'État-nation aux oubliettes de l'histoire politique? N'avons-nous pas plutôt le sentiment que ces lieux ne parviennent – même si c'est déjà beaucoup - qu'à créer de précieux réseaux et de fragiles archipels?

Quoi qu'il en soit, l'alignement des planètes, pour un Emmanuel Macron servi en 2017 par la décision inédite d'un président de la V<sup>e</sup> République de ne pas se représenter après son premier mandat puis l'explosion en vol de François Fillon et aujourd'hui avantaagé par un statut de chef des armées en guerre, comme pour une Marine Le Pen bénéficiant d'un boulevard ouvert par la majorité pour se présenter comme la candidate du peuple et d'un chroniqueur fasciste pour paraître présentable et présidentiable, a été tel qu'il pourrait donner le sentiment que l'astrologie a définitivement vaincu la sociologie comme déterminant des urnes.

Cet alignement des planètes des deux vainqueurs du premier tour ne dispense toutefois pas d'une introspection nécessaire pour toutes celles et ceux qui ont porté ou soutenu les couleurs de la gauche, et se retrouvent interdits de second tour pour la deuxième fois consécutive. Même si l'on sait que l'élection présidentielle, et sa personnalisation, est structurellement compliquée pour la gauche qui souffre, de part et d'autre de l'Atlantique, de l'adage selon lequel *«Democrats want to fall in love, Republicans want to fall in line»*, elle devra rendre compte de ces divisions et de ses incapacités à mobiliser davantage.

Jean-Luc Mélenchon n'a cessé d'appeler, dans la dernière ligne droite, à la responsabilité individuelle. La sienne n'est pas moindre que les autres candidats de gauche qui n'ont pas su créer de dynamique commune ou dépasser des candidatures de façade ou de témoignage. Être le meilleur orateur et avoir un programme cohérent et solide n'empêche pas le leader insoumis d'avoir prétendu passer par un «trou de souris» avec un comportement parfois proche de celui d'un éléphant socialiste confondant vote utile et chantage à l'extrême droite, méprisant les communistes et s'avérant incapable

d'envoyer un signal d'apaisement à des électeurs sociaux-démocrates troublés **par certaines de ses déclarations passées sur la Syrie ou la Russie.**

La faiblesse de l'écart entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen est un argument réversible, qui constitue un élément rageant dans la rage générale. Il peut bien sûr autant susciter l'agacement vis-à-vis de celles et ceux qui, à gauche, ont porté leur suffrage sur un autre candidat, qu'être un révélateur des limites, pour la troisième fois, de la stratégie insoumise.

Même si le mandat au Palais-Bourbon des députés insoumis restera l'un des honneurs de ce quinquennat infernal politiquement, l'ancien sénateur socialiste et sa garde rapprochée devront assumer cette stratégie solitaire et manquée, qui ne leur donne pas grand droit sur les recompositions prochaines de l'opposition de gauche au prochain locataire de l'Élysée. Et la relève que Mélenchon a permis de faire émerger, de Clémentine Autain à Danièle Obono, d'Adrien Quattenens à François Ruffin, devra s'autoriser d'un droit d'inventaire si ces député-es veulent rendre un véritable espoir au peuple – qu'il se dise de gauche ou non.

Dans son dernier ouvrage, intitulé *Les Trente Inglorieuses* (La Fabrique), le philosophe Jacques Rancière juge que, depuis trois décennies, *«le fonctionnement régulier de la machine dominante a pu traiter de la même manière toutes perturbations, petites ou grandes: une attaque terroriste comme un indice boursier, une pandémie comme une manifestation de rue»*. Telle est, selon lui, la *«logique du consensus. Il proclame sa paix qui a pour cœur l'identification du pouvoir de la richesse avec l'absolu du droit. Il déclare abolies les anciennes divisions du conflit politique et de la lutte des classes. Il ne connaît plus du même coup qu'une seule forme d'altérité, l'altérité de celui qui est dehors, qui est absolument autre: empire du mal contre lequel toute violence est légitime ou victime absolue dont on s'approprie le droit sans limite»*.

Alors que la lutte pour le second tour commence déjà et s'avère plus incertaine que jamais, l'enjeu n'est rien de moins que préparer déjà la riposte à

une présidence Macron qui continuerait de confondre démocratie et consensus imposé par le bloc bourgeois, alors que la démocratie ne peut être que l'organisation

du dissensus, ou à la possibilité d'un quinquennat Le Pen qui menacerait directement la démocratie elle-même.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr) ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.